

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 302/99

ÉFAI – 990879 – AMR 22/28/99

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

MENACES / CRAINTES D'ENLEVEMENT

CHILI **Elias PADILLA BALLESTERO, défenseur des droits humains**
Le personnel de la section chilienne d'Amnesty International

Londres, le 22 novembre 1999

Elias Padilla Ballestero, défenseur des droits humains et ancien président de la section chilienne d'Amnesty International, est la cible d'une menace d'enlèvement. L'Organisation éprouve de vives craintes pour sa sécurité et pour celle du personnel de la section chilienne.

Le 18 novembre 1999, un homme qui s'est présenté comme un « *militaire animé de bonnes intentions* » a appelé le siège de la section chilienne d'Amnesty International, dans la capitale, Santiago, et a déclaré qu'Elias Padilla allait être enlevé. La *Policía de Investigaciones* (police judiciaire), l'*Unidad de Inteligencia* (service de renseignements) et le ministère de l'Intérieur ont immédiatement été informés de cette menace.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cet avertissement n'est que le plus récent d'une série de menaces anonymes adressées par téléphone et par courrier électronique au personnel de la section chilienne. Depuis que le général Augusto Pinochet a été arrêté, à Londres, en octobre 1998, des proches de victimes de violations des droits humains commises par le passé et des avocats spécialisés dans la défense des droits fondamentaux sont harcelés et menacés de mort.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / fax / lettre exprès / lettre par avion (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la menace d'enlèvement qui pèse sur Elias Padilla ;
- demandez que soit ouverte, sans délai, une enquête exhaustive et impartiale sur ces menaces et que les conclusions en soient rendues publiques ;
- appelez les autorités à garantir la sécurité d'Élias Padilla et celle du personnel de la section chilienne d'Amnesty International ;
- exhortez les autorités à condamner publiquement toute manœuvre de harcèlement ou d'intimidation à l'encontre de défenseurs des droits humains et à reconnaître publiquement l'importance de la contribution de ces défenseurs à la protection des droits humains et à la promotion d'une société démocratique et équitable.

APPELS À :

Président de la République :

Sr. Eduardo Frei Ruiz-Tagle
Presidente de la República de Chile
Palacio de la Moneda
Santiago, Chili

Fax : 562 694 5080

Télégrammes : Presidente, Santiago, Chili

Formule d'appel : Sr. Presidente, / Monsieur le Président de la République,

Ministre de l'Intérieur :

Sr. Raúl Troncoso
Ministro del Interior
Ministerio del Interior
Palacio de la Moneda
Santiago, Chili

Fax : 562 696 8740 / 699 2165

Télégrammes : Ministro Interior, Santiago, Chili

Formule d'appel : Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,

APPELS À (suite) :

Ministre de la Justice :

Sra. Maria Soledad Alvear
Ministra de Justicia
Ministerio de Justicia
Morandé 107
Santiago, Chili

Fax : 562 695 4558

Télégrammes : Ministra Justicia, Santiago, Chili

Formule d'appel : *Sra. Ministra*, / Madame la Ministre,

COPIES À :

Ministre des Affaires étrangères :

Sr. Juan Gabriel Valdés
Ministro de Relaciones Exteriores
Ministerio de Relaciones Exteriores
Catedral 1158, Piso 3
Santiago, Chili

Fax : 562 696 8796 / 672 6274

Section chilienne d'Amnesty International :

Sección chilena de Amnistia Internacional
Casilla 4062
Santiago, Chili

Journal :

La Nación

Agustinas 1269

Santiago, Chili

Fax : 562 698 1059

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Chili dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

**APRÈS LE 3 JANVIER 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL OU DE VOTRE SECTION
S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

.a version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -